cnccfp
Commission nationale
des comptes de campagne
et des financements politiques

Décision du 6 juillet 2026

Décision

relative au compte de campagne de
M. Michel VILATTE, tête de liste,
Élection municipale générale
des 15 mars 2026 et 22 mars 2026

Circonscription : Saint-André-de-Cubzac (Gironde)

LA COMMISSION NATIONALE DES COMPTES DE CAMPAGNE ET DES FINANCEMENTS POLITIQUES

AU VU DES TEXTES ET DOCUMENTS SUIVANTS

- le code électoral et notamment les articles L. 52-11-1 et L. 52-15 ;
- le compte de campagne du candidat tête de liste, déposé le 22 mai 2026 ;
- les pièces justificatives fournies par le candidat tête de liste ;
- la requête n° 2602512-1 déposée contre l'élection devant le tribunal administratif de Bordeaux ;
- le courrier adressé au candidat tête de liste : lettre n° 70032 LS en date du 1er juin 2026 et sa réponse reçue le 5 juin 2026 ;
- le plafond des dépenses fixé pour la commune à 18 947 euros en ce qui concerne les listes présentes au premier tour.

SE FONDANT SUR CE QUI SUIT

Le compte de campagne fait apparaître un montant de dépenses déclarées de 7 347 euros et un montant de recettes déclarées de 7 347 euros dont 7 159 euros d'apport personnel.

Sur le montant des dépenses électorales et des recettes :

Le compte de campagne de M. Michel VILATTE, tête de liste, n'appelle pas d'observation au regard des dispositions du code électoral.

Sur le montant du remboursement :

En application des dispositions de l'article L. 52-11-1 du code électoral, le remboursement forfaitaire maximal auquel peut prétendre le candidat est égal au moins élevé des trois montants suivants : 47,50 % du plafond des dépenses applicable, soit 9 000 euros ; montant des dépenses de caractère électoral remboursables, soit 7 347 euros ; montant de l'apport personnel retenu pour le calcul du remboursement, soit 7 159 euros ; par suite, le montant du remboursement dû par

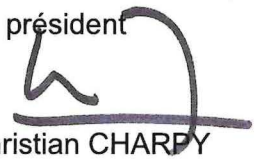
l'État doit être arrêté à la somme de 7 159 euros.

DÉCIDE :

- Article 1 : le compte de campagne de M. Michel VILATTE, tête de liste, est approuvé et s'établit comme suit :
  en dépenses à 7 347 euros
  en recettes à 7 347 euros
- Article 2 : le montant du remboursement dû par l'État est arrêté à la somme de 7 159 euros.

Délibéré par la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques dans la séance du 6 juillet 2026 où siégeaient M.Christian CHARPY, président, Mme Catherine DÉMIER, vice-présidente, M.Michel DELPUECH, Mme Blandine FROMENT, MM. Patrick GANDIL, Denis JARDEL, Philippe LAGAUCHE, Mmes Francine MARIANI-DUCRAY, Catherine PÉRIN.

Pour la Commission,
Le président



Christian CHARPY